



Saint-Junien Environnement
130 Route de Pressaleix
Le Mas
87200 SAINT-JUNIEN

contact@saint-junien-environnement.fr

<http://saint-junien-environnement.fr>

Monsieur Clarisse ROUGIER
Commissaire enquêteur
Mairie de Cognac la Forêt
8 Rue Jules Ferry
87310 COGNAC la FORÊT

Saint-Junien, le 2 Novembre 2021

Objet : Contribution de l'association Saint-Junien Environnement à l'enquête publique portant sur le projet de déclassement/aliénation d'un morceau de terrain communal situé au lieu-dit Jussac au droit des parcelles section A N° 583, 584, 582, 585, 587,932, 878, 605, 608 et 607 sur le territoire de la commune de Cognac-la-Forêt.

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Saint-Junien Environnement, en tant qu'association de protection de l'environnement, poursuit plusieurs buts dont celui de veiller à la sauvegarde des paysages et du patrimoine culturel, architectural et naturel. Saint-Junien Environnement attache donc une importance particulière au devenir des chemins ruraux et contribue à leur entretien, ce qui motive sa participation à cette enquête publique.

1.1) Publicité de l'enquête publique

1.1.1) Publicité par voie d'affiches

Nous avons constaté que l'affichage concernant l'enquête publique, est présent sur place au niveau de la voie publique faisant l'objet de l'enquête. Les informations indiquées sont en caractères noirs sur fond jaune.

1.1.2) Publicité électronique

D'après l'article L.123-10 du code de l'environnement, lorsqu'une collectivité dispose d'un site internet, l'avis d'enquête doit également être publié sur celui-ci.

La mairie de Cognac-la-Forêt dispose d'un site internet, d'un Facebook. **Rien n'était encore publié sur l'un de ces sites le samedi 30 octobre.**



Les événements en cours / à venir

Nos habitants ont du talent !

Du 02 Octobre 2021 au 27 Novembre 2021



Marché de Noël (Amicale des parents d'élèves)

Le 28 Novembre 2021



Parc en Famille "automne 2021"

Du 26 Octobre 2021 au 04 Novembre 2021



Course Uni'Vert Trail Ouest Limousin 2021

Le 28 Novembre 2021



Activer Windows
Accédez aux paramètres de l'ordinateur pour activer Windows.

Page du site internet de la mairie de Cognac-la-Forêt le 30 10 2021 à 14h24

J'aime Partager Suggérer des modifications ...

Envoyer un message

Aucune note

Communauté Voir tout

- 363 personnes aiment ça
- 407 personnes suivent ce lieu
- 2 visites

À Propos Voir tout

- 05 55 03 81 67
- Contactez Mairie de Cognac-la-Forêt sur Messenger
- www.cognac-la-foret.fr
- Mairie

Transparence de la Page Voir plus

Facebook fournit des informations pour vous aider à mieux comprendre le but de cette Page. Découvrez l'historique des publications et de la gestion de cette dernière.

Page créée - 3 mai 2020

Un grand réseau public financé par vos collectivités avec le soutien de

LA FIBRE CHEZ VOUS

RÉUNION D'INFORMATION

Mardi 16 novembre . 18h30

COGNAC-LA-FORÊT

Salle polyvalente - 3 rue des Grillas
Application des mesures sanitaires en vigueur

Communauté de Communes Ouest Limousin
21 h

Vous habitez Saint-Cvr. Saint-Laurent Sur-Gorre. Mairie de Coanac-la-Forêt ou

Page du Facebook de la mairie de Cognac-la-Forêt le 30 10 2021 à 14h36



Question écrite n° 04901 de M. André Vaireto (Savoie - SOC)

publiée dans le JO Sénat du 21/02/2013 - page 553

M. André Vaireto appelle l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur les nouvelles modalités d'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnées à l'article R. 123-11 du code de l'environnement. Un arrêté fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement publié le 4 mai 2012 précise que « Les affiches mentionnées (...) mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre "avis d'enquête publique" en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R. 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. » L'article R. 123-11 du code de l'environnement prévoit aussi la publication de l'avis d'enquête dans deux journaux locaux ou nationaux selon l'importance du projet, l'affichage en mairie ou en préfecture pour les plans et programmes, ainsi que la publication sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. À ce jour, il apparaît que ces dispositions, entrées en vigueur au 1er juin 2012, augmentent le risque d'annulation de plans locaux d'urbanisme (PLU) ou de zones d'aménagement concerté (ZAC) pour de simples motifs de forme d'affichage. Il souhaite savoir si le Gouvernement entend assouplir les règles d'affichage pour les enquêtes publiques pour remédier à cette situation.

Transmise au Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Réponse du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

publiée dans le JO Sénat du 29/08/2013 - page 2507

Afin de pouvoir participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement conformément à l'article 7 de la charte de l'environnement, le public doit être informé de l'organisation d'une enquête publique. À cette fin, tous les moyens utiles doivent pouvoir être sollicités. Ainsi, le législateur, au II de l'article L. 123-10 du code de l'environnement, a prévu que « l'information du public est assurée [...] notamment par voie d'affichage sur les lieux concernés par l'enquête, par une publication locale ou par voie électronique ». Les dispositions réglementaires d'application du principe fixé par le législateur ne diffèrent pas de celles qu'elles ont remplacées (publication de l'avis par voie de presse et affichage en mairie et préfecture). Seule la publication de l'avis d'enquête publique sur un site internet constitue une nouvelle formalité, celle-ci n'étant obligatoire que lorsque l'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête possède un tel site internet. Il est précisé que les formes de l'affiche dont les caractéristiques sont fixées dans l'arrêté du 24 avril 2012 ne sont applicables qu'à l'affichage « sur place » c'est-à-dire à l'affiche qui, en vertu du III de l'article R. 123-11, doit être apposée par le responsable du projet sur le lieu où sera réalisée l'opération pour laquelle l'enquête publique est requise. En définitive, les modalités d'information du public de l'organisation d'une enquête publique ne peuvent être regardées comme augmentant le risque d'annulation des plans et projets. Au contraire, la réforme des enquêtes publiques, achevée par le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011, a introduit plusieurs dispositions visant à sécuriser juridiquement l'enquête publique. À titre d'exemples peuvent être cités l'amélioration dans le recrutement des commissaires enquêteurs, la désignation systématique d'un suppléant au commissaire enquêteur, la possibilité de dessaisir un commissaire enquêteur de l'enquête ou encore le contrôle préalable de la conformité des conclusions de l'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête et par le président du tribunal administratif.

1.1.3) Publicité par voie de presse

L'avis d'enquête publique a bien été diffusé dans deux journaux, quinze jours avant le début de celle-ci, comme l'indique l'article R.161-26 du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Il s'agit de L'Abeille novelliste et d'Union et Territoires.

Nous regrettons le choix de ces journaux. L'Abeille novelliste est d'une diffusion assez locale et ne couvre pas tout le département. Union et Territoires est diffusé surtout auprès du monde agricole, les offices notariés et les collectivités locales (un milieu plutôt professionnel) ; il ne permet pas de toucher un large public.

2) Rappel sur les frais relatifs à l'aliénation

Dans la délibération du 27 septembre 2021, le conseil municipal indique que l'ensemble des frais liés à cette opération seront à la charge des acquéreurs.

Il nous paraît important de rappeler qu'en vertu des articles R.134-18 à R.134-21 du code des relations entre le public et l'administration (CRPA), l'indemnité due au commissaire enquêteur est



fixée par arrêté du maire [...] de la commune concernée par l'aliénation, notifié au commissaire enquêteur.

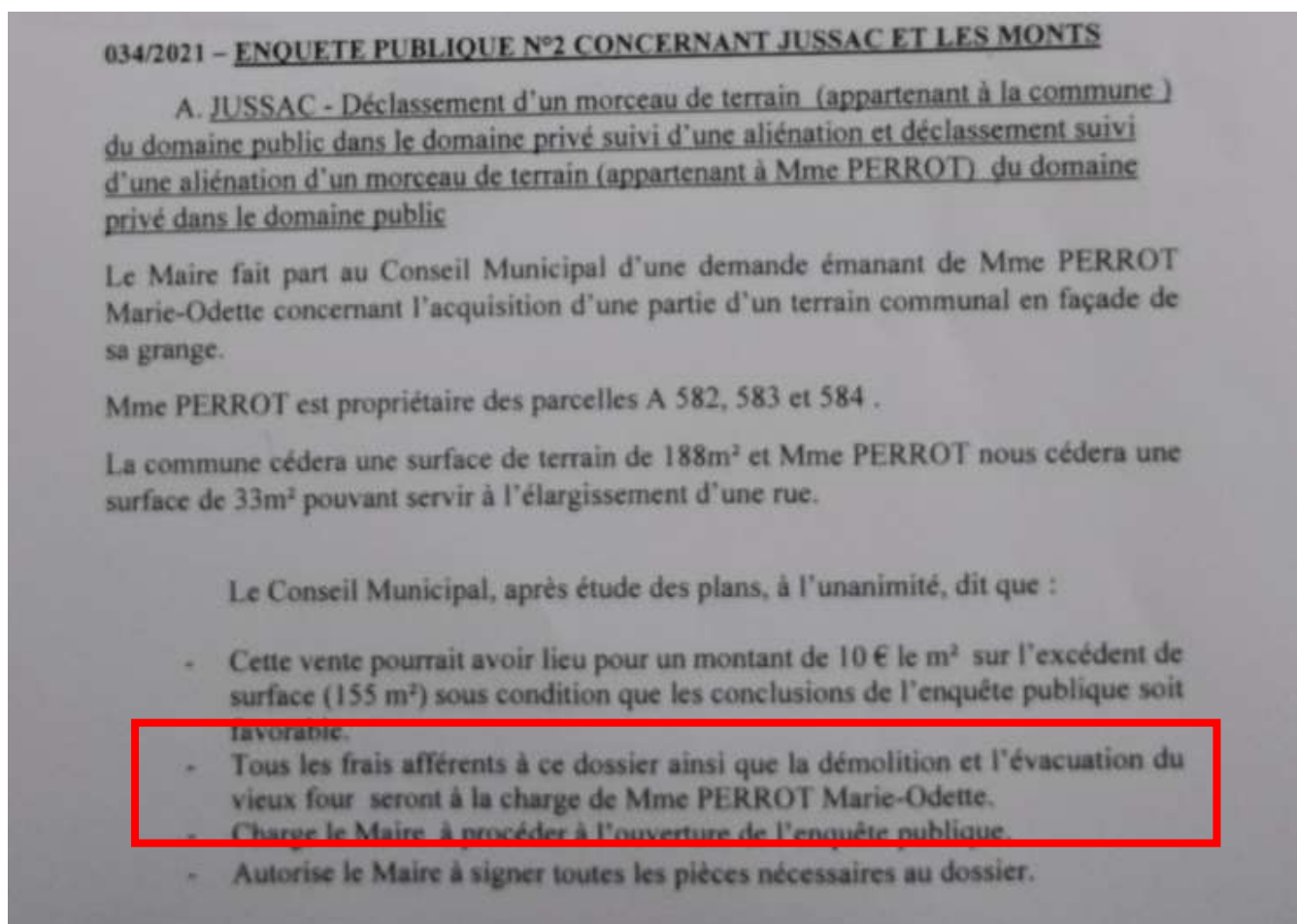
Les frais d'indemnisation sont pris en charge par la commune ayant fait procéder à l'enquête. En effet, les dépenses découlent de l'application de l'article L161-10 du code rural et de la pêche maritime qui impose à la commune d'organiser une enquête publique avant d'aliéner un chemin rural. A ce titre, elles constituent des dépenses obligatoires pour la commune, qui ne peuvent donc être mises à la charge de l'acquéreur.

L'indemnité comprend les vacations et le remboursement des frais que le commissaire enquêteur a engagés pour l'accomplissement de sa mission (art. R134-18 du CRPA).

De même pour les frais de publication dans la presse, ils sont directement liés à l'enquête publique. Quand une collectivité vend un bien sans enquête publique, il n'y a pas de frais de publication dans la presse.

En conclusion, on ne peut pas demander aux acquéreurs de prendre en charge les frais liés à l'enquête publique ; seuls les frais de géomètre et d'actes notariés pourront leur être demandés.

Toute délibération demandant aux acquéreurs de régler l'ensemble des frais serait entachée d'illégalité.



Extrait de la délibération du 27 septembre 2021 du conseil municipal de Cognac-la-Forêt.



3) Motivations de cette aliénation

Nous comprenons les motivations des acquéreurs par rapport à leur demande d'achat de terrain pour avoir un devant de porte. Toutefois la question se pose aussi pour les propriétaires des parcelles référencées section A N° 607 et 608.

Accepter de telles demandes, n'est-ce pas prendre le risque d'avoir d'autres demandes ?

Conclusion

Nous ne nous opposons pas à cette aliénation **sous réserve que les frais liés à l'enquête publique ne soient pas demandés aux acquéreurs.**

Toute délibération demandant aux acquéreurs de régler l'ensemble des frais serait entachée d'illégalité.

Pour Saint-Junien Environnement,
son président



Daniel JARRIGE